

Type de projet :*		Porteur de projet :	Unité CNRS :	Titre du projet :
LEA	GDRE	Gérard Béaur	CRH UMR 8558	<i>Crises et mutations dans les campagnes européennes.</i>
LIA	GDR1			

## *Projet de Groupe De Recherches International*

### *Crises et mutations dans les campagnes européennes.*

*Défis et enjeux économiques, sociaux et environnementaux dans la longue durée.*

*Gérard Béaur, Annie Antoine, Fabrice Boudjaaba,  
Jean-Michel Chevet, Pablo Luna, Nadine Vivier*

Tirillées entre des exigences contradictoires : assurer l’approvisionnement des populations sans détruire l’environnement et la biodiversité, encourager les producteurs à intensifier l’agriculture et gérer des surplus ruineux, conserver des producteurs qui assurent une sécurité alimentaire ou en faire des jardiniers qui entretiennent des espaces bucoliques, encourager des entreprises performantes et maintenir un tissu d’exploitations tout juste viables, les campagnes donnent aujourd’hui l’image d’un monde en pleine mutation, malaisé à décrypter et porteur d’un avenir indécidable. Les débats actuels autour de la politique agricole commune illustrent ces tensions qui déchirent les gouvernements et les sociétés.

On dira par facilité que le monde rural est en pleine crise et que la gestion des espaces et des paysages ruraux est en pleine mutation. Certes. Mais on pourrait soutenir également qu’il s’agit là, en fait, d’une commodité théorique car les phases de mutations se sont succédé depuis la nuit des temps et les crises ont jalonné l’histoire des campagnes depuis la plus haute Antiquité. Rien ne serait plus faux que de croire qu’il existe une césure entre un monde rural contemporain en transformation rapide et un monde rural traditionnel avec des paysages figés, des sociétés pétrifiées, des économies immobiles et des contextes politiques léthargiques. Non seulement les sociétés rurales ont connu de véritables bouleversements mais les paysages ruraux ont été profondément transformés et l’intervention de l’Etat s’est considérablement renforcée afin de réguler la production et les échanges. Autrement dit, ce que nous avons sous

nos yeux n'est qu'un épisode dans la série des transformations successives subies par les campagnes tout au long de leur histoire. Ainsi, on peut facilement argumenter que les crises et les mutations actuelles ont un passé, qu'elles ne peuvent donc être comprises que si l'on fait référence aux dépendances temporelles qui les conditionnent et que les expériences du passé procurent des instruments commodes pour mieux en saisir la nature et la portée. C'est bien là l'objectif que poursuit ce projet de GDRI.

Ce projet est destiné à prendre la suite du GDR « Histoire des Campagnes Européennes » et à intensifier les contacts, les rapprochements et les comparaisons sur cette question au niveau international pour sortir de l'enfermement parfois disciplinaire et souvent hexagonal qui pénalise encore l'histoire du monde rural en France. C'est en 2005 qu'est né le GDR Sociétés Rurales Européennes grâce à l'appui du CNRS. C'est la même année qu'a été lancée l'action COST Progressore dont le succès fut net. De cette action sont sortis en effet 12 workshops et une conférence finale. De cette action est issue très directement la création d'une collection « Rural History in Europe » chez Brepols que dirige Gérard Béaur et qui publie des ouvrages en anglais (dont 4 sont parus à l'heure actuelle) et une association internationale d'histoire rurale (l'EURHO) née en septembre 2010 à Brighton dont les membres du comité sont tous sortis des instances du COST. Aujourd'hui, il est temps de chercher d'autres voies pour développer à nouveau des synergies entre partenaires européens. L'idée de départ de ce projet de GDRI est précisément de servir de tremplin pour soumettre un projet dans le cadre du FP7, de l'ESF et du COST, de rééditer la manœuvre de 2005. Le GDR national ne suffit plus, en particulier parce que nos partenaires s'inquiètent de ne pas être associés formellement à notre programme mais aussi parce que nous sommes handicapés par la faiblesse de nos moyens à partir du moment où nous sommes réduits à nos seules forces. Le GDRI doit non seulement assurer la fonction de matrice d'un futur programme européen mais jouer le rôle de catalyseur pour financer des opérations plus importantes et de fédérateur pour les chercheurs qui veulent échapper à un isolement néfaste et qui ont le plus grand besoin de comparer leurs concepts, leurs méthodes et leurs résultats.

Le précédent programme de GDR était relativement large et englobait une grande partie des problématiques relatives à l'évolution millénaire des campagnes européennes. Il engageait de manière informelle un grand nombre de partenaires compte tenu de l'ampleur du réseau dont nous disposons (en fait l'Europe entière à quelques rares exceptions près). Le présent projet mobilisera un nombre de pays plus réduit et entend resserrer plus étroitement la gamme des questions abordées. Sept pays participeront à ce projet avec une dizaine d'équipes en tant que partenaires institutionnels même si nous serons amenés à faire appel ponctuellement à

d'autres chercheurs. Le projet se concentre sur les crises et les mutations du monde rural dans la très longue durée et il s'articulera autour de trois grands axes qui correspondent aux trois attitudes possibles face aux vicissitudes conjoncturelles et aux changements structurels : subir, évoluer, surmonter.

## I Subir

### 1) *Crises alimentaires et crises agricoles.*

La formidable progression des systèmes productifs, l'omniprésence des marchés, locaux, régionaux, nationaux, internationaux, les tensions actuelles sur les prix des produits agricoles rappellent avec force le poids de la conjoncture sur l'avenir des populations rurales. Depuis la controversée Révolution agricole du 19<sup>e</sup> siècle, la croissance de la production et la montée des échanges ont été vertigineux tout en laissant percevoir des éléments de fragilité et des insuffisances récurrentes pour satisfaire les besoins en ascension foudroyante. Les enjeux alimentaires pour les 30 prochaines années restent en effet considérables avec la perspective d'une planète de 9 à 10 milliards d'habitants qu'il faudra bien nourrir. Un tel défi suppose une nouvelle augmentation de l'offre alimentaire dans un contexte probable de crises agricoles récurrentes et suscite légitimement des incertitudes paysagères devant l'intensification de la production qui pourrait se produire alors même que sourd une certaine nostalgie à l'égard des « paysages d'avant ».

Or, que nous dit le passé ? Le calendrier de l'essor inouï qui s'est produit depuis quelques décennies est mal établi, ses modalités mal éclairées, ses agents mal identifiés. Ils le sont d'autant plus que toutes les agricultures n'ont pas avancé du même pas et n'ont pas rencontré les mêmes « opportunités », non plus que subi les mêmes contraintes. Les marchés sont restés très versatiles et les blocages ont changé de nature. De la crise de sous-production, on est passé à la crise de surproduction, avec des rémissions imprévues.

Les historiens n'ont pas négligé ces spasmes économiques. On peut même soutenir que pendant longtemps ils ont été obnubilés par les crises dites d'Ancien Régime. Les travaux sur l'histoire des prix ont littéralement envahi l'historiographie française dans le sillage d'Ernest Labrousse dans les années 1960 et 1970 au point qu'il n'est pas rare de rencontrer l'assertion non démontrée que les crises de subsistances étaient une chasse gardée française. Les crises alimentaires ont figuré en fait comme des faits structurels pour les économies agraires qui, elles-mêmes, révélaient un étonnant immobilisme. A cette première phase de travaux pionniers et fondamentaux a succédé un lourd silence sans qu'aucune des grandes questions qui tournaient autour du contenu et de l'impact de cette crise soit réellement résolues.

Parallèlement les crises de surproduction qui émaillent l'histoire de l'agriculture depuis la Grande Crise de 1880 suscitaient un intérêt certain mais avaient peu de retombées historiographiques

Aujourd'hui, il est clair qu'il est absolument nécessaire de revenir sur ces crises de subsistances pour plusieurs raisons. La première est sans doute la permanence des pénuries dans de nombreux pays émergents ou en voie de développement, et des phénomènes de surproduction dans un certain nombre de pays développés. La seconde est la résurgence des crises alimentaires, dont la dernière a été durement ressentie hors d'Europe en 2008. Mais au-delà de l'urgence à prendre en considération ce genre de problèmes, il faut tenir compte également de l'intérêt nouveau des historiens pour les crises et spécifiquement celles du 19<sup>e</sup> siècle mais aussi celles plus anciennes. On découvre brutalement que ces tensions sur les produits de base, et en particulier des céréales, étaient beaucoup plus fréquentes et générales qu'on l'a longtemps prétendu. Il devient de moins en moins certain que l'Angleterre, temple de la Révolution agricole ait été à l'abri de ce genre de mésaventures. Quelle est donc la portée géographique de ces crises, et quelle concordance dans leur calendrier, leur ampleur ou leurs manifestations ?

Cette révision en cours dont on a trouvé quelques échos lors des Journées que le GDR a tenues à Trévisé lors des *Premières Journées d'Histoire des Campagnes de Ca Tron*, puis à Utrecht dans le cadre d'une session très suivie de l'ESSHC<sup>1</sup> s'accompagne d'interrogations qui sortent tout droit des hypothèses défendues en leur temps par les historiens des crises et jamais validées ou arbitrées par la suite. Quels liens entre les crises de subsistances et les crises démographiques ? Quelles relations entre les crises agricoles ancien style ou nouveau style et les crises industrielles ? Quel impact sur les crises politiques ? Quelle est la part des importations venues du Nouveau monde et celle de la croissance de la production dans l'effondrement des prix à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle ? A quel moment se situe le basculement qui permet de passer des crises frumentaires classiques aux crises agricoles « modernes » ?

Mais au-delà de ces questions anciennes, d'autres s'annoncent aussi cruciales. Quels sont les mécanismes de ces crises récurrentes, quel rôle jouent les dérèglements climatiques et le déficit de récoltes qu'elles provoquent, quel impact de la spéculation, quels mécanismes psychologiques exercent leurs effets dans l'aggravation des crises ? Autant dire que nous

---

<sup>1</sup> Sur la quinzaine de communications présentées au cours de ces réunions organisées en 2009 par Gérard Béaur, Jean-Michel Chevet, Maria-Teresa Perez-Picazo et Cormac O'Grada, deux ou trois seront publiées dans les *Annales HSS*, une demi-douzaine dans un prochain numéro spécial d'Histoire & Mesure.

rencontrons sur ce point le problème difficile de l'organisation des marchés et de leur approvisionnement par les producteurs, donc des stratégies de ces derniers, de leur tendance forte à essayer d'optimiser leurs revenus, des freins mis par l'économie morale dans ces manœuvres spéculatives et des réactions des consommateurs, de la diffusion de l'information et de la facilité de circulation des produits de base, de l'attitude des pouvoirs publics et des moyens de régulation ou de coercition qu'elles mettent en place (voir partie III Surmonter).

.Pour y voir un peu plus clair sur toutes ces questions, plusieurs rencontres seront organisées qui permettent de couvrir un espace suffisamment large, de mettre à l'épreuve des sociétés très diverses et un intervalle de temps suffisamment long. Plusieurs rencontres sont prévues pour procéder à un examen transnational de ces questions sur *Crises agraires et marchés de denrées agricoles, Climat, risque et production agricole, Croissance et crises alimentaires: une vision comparative*, dans la lignée de l'esquisse tentée en 2009 enfin sur *Spéculation et régulation des marchés*. Deux au moins de ces workshops pourraient se tenir lors des 3èmes et 4èmes Journées d'Histoire des Campagnes de Ca Tron, la troisième aurait lieu à Münster et serait organisée en partenariat avec nos collègues allemands, la dernière à Lisbonne en partenariat avec nos collègues portugais, étant entendu que toutes seraient largement ouvertes, cela va de soi, sur les autres pays qui collaborent à notre projet.

## 2) *Crises agraires et crises sociales*

Malmenées par les crises céréalières et alimentaires et par les émeutes de la faim et leurs conséquences ; confrontées à l'offensive des biocarburants et des agro-combustibles et leurs promesses d'emploi et d'indépendance énergétique ; tiraillées entre les politiques agraires communes et les alternatives libre-échangistes radicales — ou les gagnants à court terme pourraient être les perdants à moyen terme — ; hantées par la stratégie planétaire des « nouveaux accapareurs » de terres (le *landgrabbing*), qui font fi des frontières et des souverainetés nationales ; ou secouées par les désastres écologiques d'un climat qui déraille et qui n'accepte pas toujours les pronostiques des experts ; les campagnes mondiales se sont encore retrouvées, comme dans le passé récent ou plus lointain, en tête-à-tête avec leur vieille connaissance et « compagnon de route » : *la crise agricole*.

Si les spécialistes et les scientifiques ont pu affiner leurs instruments et leurs méthodes d'observation, afin de mieux comprendre et prévoir, ou au moins de mieux traiter et pallier les crises contemporaines, il est certain qu'il y a encore un long chemin à parcourir avant la maîtrise des cycles critiques et des conjonctures dévastatrices. On peut le dire avec certitude : il est des crises agraires contemporaines qui, dans leur irruption et dans leurs conséquences,

ne sont pas très différentes des crises d'Ancien régime. De ce point de vue, il serait souhaitable d'élargir la place réservée à la réflexion et au savoir historiques accumulés et de les incorporer à part entière à la table ronde pluridisciplinaire et multi-professionnelle, qui est le meilleur cadre, nous semble-t-il, pour accomplir des progrès dans la connaissance du monde réel.

Le problème de la soif de terre est en effet inhérent aux sociétés d'Ancien régime et on en retrouve les symptômes dans de larges parties du monde aujourd'hui. L'accaparement du sol par les groupes sociaux possédants a conduit au prélèvement de quantités considérables de biens alimentaires au détriment des producteurs. Par le double jeu de la concentration agraire produite par la pression foncière exercée par seigneurs, institutions ecclésiastiques et citadins et du morcellement induit par la pression démographique et/ou le système d'héritage, la propriété paysanne s'est trouvée acculée sur des espaces plus ou moins réduits et la micro-propriété non viable ou dépendante s'est répandue. Ce schéma est bien connue.

Si le problème de l'accès à la terre est central dans de nombreuses sociétés rurales actuellement, il n'est pas étonnant que la question des droits de propriété ait été au cœur des interrogations des historiens. Les rencontres organisées dans le cadre du GDR et du programme COST ont permis de déblayer le terrain sur cette question<sup>2</sup>. Il ressort de nos débats que contrairement à ce que prétendent les institutionnalistes, l'avènement d'une « propriété parfaite » n'était pas la condition sine qua none du progrès économique et social. En revanche la « sécurisation » de l'accès à la terre avec les garanties de maintien afférentes auraient joué un rôle essentiel. On peut même soutenir qu'à contrario les droits de propriété absolus sur la terre et la libre circulation de la propriété conduisait tout droit à l'expropriation des paysans et à la mainmise sur le sol de la propriété rentière par le mécanisme de l'endettement.

Et ici nous retrouvons les effets délétères des crises alimentaires et agricoles sur la propriété paysanne bien connus des historiens modernistes. Sur cette question, il importe de mesurer et peut-être de relativiser la portée des mécanismes d'expropriation mis en place à la faveur des

---

<sup>2</sup> Un exploratory workshop de l'ESF à Thonon en 2005, puis un workshop du programme COST et une session du Congrès International d'Histoire Economique d'Helsinki (qui rassembla une centaine d'auditeurs pour débattre des conclusions proposées par dix rapporteurs des 33 communications) en 2006, également soutenus par le GDR, tous organisés par Gérard Béaur, Jean-Michel Chevet, Maria-Teresa Perez-Picazo et Phillip Schofield ont abouti à la publication d'un ouvrage sous presse chez Brepols dans la collection Rural History in Europe sous le titre Property rights, land markets and economic growth in Europe. . Deux autres workshops du programme COST, en 2007 (organisé par Rosa Congost et Rui Santos) et en 2008 (organisé par Bas van Bavel et Eric Thoen) ont repris le sujet. Le premier a abouti à un ouvrage déjà publié dans la même collection sous le titre Contexts of property in Europe.

difficultés agricoles, non seulement comme on l'a fait pour l'Ancien Régime mais aussi pour une période plus récente. Dans quel sens circulaient les flux de propriété au cours des siècles passés ? Toujours au détriment de la paysannerie ? Jusqu'à quelle période ? Quel était le moteur de ces mouvements de propriété : l'avidité des rentiers du sol, la faiblesse des trésoreries paysannes ? Quelle fonction assuraient les crises dans ces processus ? En quoi l'endettement était-il corrélé à des mécanismes structurels ou conjoncturels ? Aux mauvaises récoltes, à l'appétit de terres des paysans, aux questions d'héritage et de paiement des dots ? Quel rôle remplissait au fil des siècles le mouvement des prix et du profit dans l'appétit des propriétaires et des exploitants ? Comment s'arbitrait la compétition à l'intérieur même d'un milieu paysan dont on connaît bien l'hétérogénéité (voir partie II Evoluer) ?

Plusieurs actions pourront être menés sur ce terrain vers *Le problème agraire en Europe et Endettement et expropriation : les limites d'un paradigme* en conjonction avec le programme proposé autour des réformes agraires.

## **II Evoluer**

### *1) Mutations paysagères : réinterroger les modèles, réintégrer les marges*

En matière d'environnement, les bouleversements qui ont eu lieu par le passé n'ont peut-être pas été moindres que ceux qui se font sous nos yeux. Même si l'idée a longtemps été que les paysages constituaient un invariant – un cadre naturel – pour les sociétés rurales, force est de constater, si l'on se place sur le long terme, que le paysage dans lequel évoluent les sociétés rurales a subi au moins autant d'évolutions que les sociétés elles-mêmes.

À l'échelle historique, pour l'espace qui nous intéresse, les mutations paysagères sont essentiellement de nature anthropique. Il n'y a pas eu en Europe, depuis l'Âge du Fer, de mutations climatiques ou de « catastrophes naturelles » entraînant des mutations paysagères de grande ampleur, le « petit âge glaciaire » lui-même n'ayant eu que des conséquences très localisées. On ne se privera pas cependant d'étudier dans le détail les zones dites « à risques » – plaines alluviales submersibles, polders de l'Europe du nord-ouest, montagnes ravineées – surtout lorsqu'il s'agit de régions densément peuplées, pour y analyser l'adaptation des populations rurales aux évolutions parfois brutales de leur environnement. Mais la traque des mutations paysagères en milieu rural nous amènera à nous intéresser essentiellement aux évolutions relevant de l'activité humaine, qu'il s'agisse des guerres et des crises (les terroirs désertés) ou des mutations techniques (enclosures anglaises, bocage continental, polders de l'Europe du nord-Ouest...). L'objectif sera d'étudier le processus d'individualisation des

paysages ruraux qui se développe dans l'histoire en liaison avec la spécialisation des économies et la diversification des sociétés rurales.

Mais en matière de paysages ruraux, nous pensons traditionnellement avec des modèles : les openfields, les bocages, les zones de cultures intensives (polders de l'Europe du nord-ouest, coltura promiscua ou cultures irriguées de l'Europe méditerranéenne) et aussi les espaces d'agriculture extensive, les moins souvent évoqués, bien que longtemps les plus vastes. Nous réinterrogerons des exemples connus afin de remettre en cause ces typologies trop simples et nous développeront des études sur des espaces restés en marge de ce qui a été érigé en « modèles » parfois un peu trop écrasants

Pour obtenir la plus grande profondeur chronologique et renouveler nos pratiques historiennes, des rencontres seront programmées avec des archéologues spécialistes des parcellaires qu'ils travaillent sur des périodes et des espaces avec ou sans sources écrites (dynamiques paysagères explorées dans les zones humides grâce aux marqueurs palynologiques). Pour des périodes plus récentes, les apports de la *field archeology* seront pris en compte (traces de crêtes de labours, de fossés, de réseaux viaires...). On s'interrogera ainsi plus finement sur la résilience et l'adaptation des sociétés à des standards paysagers nouveaux (cf. adaptation à l'enclosure, survie des petits exploitants dans ce cadre nouveau).

L'objectif ne sera pas de réaliser une étude exhaustive (un atlas paysager ou une histoire des paysages européens) mais de réfléchir sur des exemples permettant de compléter et/ou de remettre en cause certaines de nos idées acquises en ce domaine. Des journées d'étude ont été réalisées dans le cadre de l'actuel GDR avec les collègues de l'UMR 5136 FRAMESPA de Toulouse, ceux de Tours (Laboratoire Archéologie et Territoire, UMR 6575), de l'UMR 6566 (Rennes 2009 et 2010). Ces expériences seront poursuivies avec les collègues du CORN (E.Thoen et al.) et prolongées par d'autres rencontres.

Un second axe de recherche, complémentaire du précédent, s'établira autour du lien entre paysages ruraux et sociétés. Comprendre les paysages ruraux, c'est comprendre les sociétés rurales et inversement. La typologie des paysages agraires doit être remise en cause pour s'adapter plus finement à ce que nous savons des rapports paysages/sociétés dans l'histoire. L'opposition historiquement construite entre bocage et openfield n'est pas opérationnelle dès lors que l'on quitte les régions où les espaces dans lesquels elle a été instituée. Des travaux récents sur l'openfield dans la France du nord remettent même en cause ce modèle dans son aire de prédilection. Il est donc nécessaire de repenser ce modèle, notamment à la lumière de la « new institutional approach » (E. Thoen) privilégiant le rôle des « règles informelle »,



entendons par là les pratiques, par rapport aux « règles formelles », celles qui constituent le cadre que l'on reconnaît le plus souvent aux pratiques agraires dans les openfields.

Le lien entre paysage et systèmes culturels doit aussi être reconsidéré. Il faudra revenir sur le binôme assolement triennal/assolement biennal et, plus largement, sur la question de la rotation des cultures avant que l'accès à des sources d'engrais quasiment illimitées n'autorise les agriculteurs à se libérer de ces contraintes. Ce sont globalement tous les espaces de cultures temporaires qui sont à analyser en détail (Europe du nord : Ecosse, Norvège, Suède...) Les identifier permettra d'en donner la mesure à différentes époques et ainsi de mesurer la faible part de la société rurale que nous appréhendons quand nous nous limitons aux modèles classiques.

Enfin, la question du développement durable sera posée aux sociétés agricoles anciennes. On observe en effet que c'est précisément au moment où les paysages ruraux « traditionnels » se délitent rapidement sous nos yeux, que nous leur inventons de plus en plus de qualités, qu'il s'agisse de maintien de la biodiversité, de lutte contre les pollutions, de respect de l'environnement ou même d'esthétique. Cette idée de la rupture d'un équilibre ancien révélée par l'évolution des paysages ruraux sera au cœur des problématiques de cet axe de recherches et il importera de la tester en considérant toujours les pratiques contemporaines comme un moment seulement d'une évolution longue.

Dans quelle mesure ces sociétés peuvent-elles jouer un rôle de modèle ? Dans quelle mesure les pratiques agraires des sociétés anciennes peuvent-elles être regardées comme respectueuses de la nature et de l'environnement ? Certes les moyens techniques sont moins lourds et moins agressifs, mais quel est l'impact de techniques agraires qui sous-entendent toujours que le naturel doit être mis au service du cultivé ? (prélèvement d'engrais notamment). Il s'agira ici de travailler dans deux directions : poursuivre des journées d'études prenant la suite du colloque de Rome (COST, 2008) d'une part, programmer des études portant sur les paléosols avec des archéologues (Rennes, Archéologie, Archéosciences, Histoire, UMR 6566).

## 2) *Mutations climatiques et environnementales, spécialisation et évolution des produits*

L'école de géographie-historique Bordelaise (H. Enjalbert, R. Pijassou, etc.) a découvert dans les années 1970-80 qu'au tournant des XVII<sup>ème</sup>-XVIII<sup>ème</sup> siècles, s'est produite une révolution de la qualité des vins consistant dans un changement de leur couleur, révolution inscrite dans la durée. Par ailleurs, la couleur des vins étant fortement liée à certains de leurs composants chimiques, il convient donc d'analyser leur évolution et d'expliquer ce faisceau de changements de la nature des vins au cours de ces deux siècles. De clairs – rosés et claires

- qu'ils étaient au début du XVIIIème siècle, les vins sont devenus progressivement plus foncés. Cependant, il faut attendre la fin du XIXème siècle, voire la première moitié du XXème siècle, pour qu'ils deviennent aussi colorés qu'aujourd'hui. Ce changement de couleur n'est pas l'unique transformation du produit. Il s'accompagne d'autres modifications comme l'augmentation de la teneur en alcool (vers 1850 les grands vins de Bordeaux titrent environ 9°), celle des composés phénoliques (dont certains sont responsables de la couleur), ainsi que la diminution de l'acidité (notamment malique).

Dans un premier temps, l'objectif consistera à analyser l'évolution de cette amélioration et sa temporalité à l'aide de différents marqueurs. L'iconographie sera d'abord mobilisée car elle illustre l'évolution de la couleur des vins, du rosé au rouge carmin. Les marqueurs techniques donneront quant à eux l'évolution du taux d'alcool des vins, de leurs composés tanniques, de leur acidité, etc. L'évolution de la qualité une fois démontrée, on cherchera à quoi elle peut être imputée. A cet effet, trois pistes seront privilégiées, celle du climat, de l'évolution des « terroirs » (ou des sols) et du matériel végétal ainsi que celle de l'évolution de la vinification. L'explication des changements est une composante indispensable de cette étude puisqu'elle permettra, en retour, de confirmer les évolutions mises en place.

On sait que la chaleur joue un rôle primordial sur le taux d'alcool des vins (photosynthèse). Une fois mise en place l'évolution des températures (ou leur proxy), on se demandera si l'évolution climatique explique entièrement l'évolution du taux d'alcool des vins. N'est-elle responsable que des fluctuations de cette évolution ? Comme on sait aussi que le stress hydrique conditionne la qualité du millésime, on se préoccupera de l'évolution de la pluviométrie et de ses effets. En liaison avec les variables climatiques, on cherchera à savoir si les dates de vendanges constituent un marqueur idéal de l'évolution des températures.

Une attention particulière sera portée au sol et à l'évolution de ses divers composants chimiques qu'il est possible de mesurer depuis la fin du XIXème siècle. On se demandera si l'évolution de la fumure a contribué à l'amélioration de la qualité des vins, à elle seule ou en complément de la mutation climatique. Dans le contexte actuel, nous saurons si, en ce qui concerne les engrais minéraux, la viticulture est plus ou moins « polluante » qu'elle ne l'était au début du siècle. On se demandera si la conduite de la vigne et son évolution ont joué un rôle sur l'amélioration de la qualité des vins.

L'étude de l'évolution des méthodes de vinification fera apparaître leur rôle dans l'évolution de la couleur, notamment à l'aide la cuvaïson. Ce travail s'appuiera sur des sources publiées (traités d'œnologie des XIXème-XXème siècles, archives publiques et privées des châteaux, archives de la Chambre d'agriculture et des écoles de viticulture, etc.). Elles seront, dans la

mesure du possible, complétées par l'analyse de vieux millésimes, qui permettra de mettre en œuvre des marqueurs développés récemment afin de mieux cerner l'évolution de la qualité des vins de Bordeaux.

D'ores et déjà un séminaire sera organisé en mai 2011. Le thème retenu est « *L'influence des sols sur la qualité des vins* ». Son but est de confronter le point de vue des œnologues à celui des représentants des sciences sociales. Par la suite, plusieurs séminaires seront organisés chaque année dans le but d'échanges entre les disciplines pour aboutir à un colloque international pluridisciplinaire, réalisé en relation avec la chaire Unesco de Dijon. Il traitera de la place de l'œnologie dans l'évolution de la filière vitivinicole et donnera lieu à une publication collective ainsi qu'à la constitution d'une banque de données sur internet comprenant documents et statistiques.

Parallèlement des rencontres internationales seront organisées, notamment pour mettre en valeur les processus de spécialisation et les processus de démarche vers la viticulture de qualité. Au printemps 2012 aura lieu à Bordeaux un colloque international sous la direction de Marguerite Figeac membre du GDR Histoire des Campagnes Européennes qui s'orientera vers le rôle des élites en Europe dans la production de vins destinés à une clientèle aisée. Une autre rencontre suivra en accord avec les collègues portugais pour examiner l'orientation vers des vins renommés (Porto et Bordeaux) sous l'influence de la demande émanant du marché anglais.

### 3) *Mutations économiques et mutations sociales*

Bien loin d'être des sociétés homogènes, les sociétés rurales ont toujours été parcourues par des clivages qui les divisaient, quels que soient les liens que l'on peut déceler à l'intérieur du corps social. La place des ruraux dans les rapports de production, leur niveau de fortune, leur mode de vie révèlent l'existence de strates extrêmement nettes. Non seulement, les sociétés rurales sont diverses et dessinent des hiérarchies irréductibles mais ces hiérarchies sont bien souvent rendues opaques par la terminologie employée et elles sont mouvantes. Pour exprimer la position sociale de ceux qui travaillent la terre ou qui tout simplement vivent à la campagne, sociologues, économistes, anthropologues et historiens usent d'appellations génériques fort discutables qui recouvrent des réalités bien différentes. Il est donc nécessaire de caractériser attentivement le statut juridique, la richesse économique, la situation matérielle de chacun des idéaux-types qui correspondent à cette terminologie foisonnante et d'en marquer l'évolution.

Une telle démarche suppose que l'on identifie les inégalités et les hiérarchies propres à chaque société et que l'on repère les écarts entre les membres de ces catégories pour mieux en percevoir la logique et le mouvement. Elle implique que l'on mesure également les situations respectives de chaque paysannerie pour déceler des niveaux de richesses, pour proposer des indicateurs qui en définissent le degré d'hétérogénéité et pour en percevoir les transformations. Elle donne des instruments pour saisir les étapes et les voies qui conduisent aux sociétés paysannes et rurales contemporaines. Elle permet de réfléchir à la place nouvelle des agriculteurs dans les sociétés contemporaines et de comparer ce qu'a été et ce qu'est devenu le métier d'agriculteur aujourd'hui, en marquant le rôle croissant d'une pluri-activité que n'avaient pas pour autant méconnue les sociétés anciennes.

Le processus d'appauvrissement et l'enrichissement de certains groupes sont à la base de la transformation sociale et, par conséquent, au cœur du développement historique. Cet axe vise à décrire et à interpréter certains de ces processus, qui sont le résultat d'actions individuelles, mais débouchent sur des mouvements collectifs, Leur étude nécessite l'analyse simultanée des groupes sociaux et les inégalités économiques dans une perspective dynamique, c'est à dire capable de détecter la capacité de ces groupes à se transformer. Ce changement peut résulter de facteurs endogènes mais peut être causé également par des facteurs exogènes, notamment par les mouvements des revenus et les migrations mais aussi par la prolétarianisation de certains milieux ou la naissance des classes moyennes, les contraintes du crédit et les crises financières, ou encore des phénomènes mis récemment en valeur comme la « révolution industrielle ».

On écartera toute réflexion alimentée par l'image désuète de sociétés statiques pour envisager les mutations qui affectent les sociétés rurales au fil du temps, pour marquer les changements profonds qui affectent les hiérarchies dans le temps long comme dans le temps plus court. On n'acceptera pas sans examen l'hypothèse courante selon laquelle les milieux les plus pauvres ne sont affectés qu'à la marge par les changements de condition sociale. Si les micro-propriétaires n'ont pour toute fonction que de servir de main d'œuvre bon marché sur le marché du travail agricole dans les grandes exploitations et pour tout destin que celui de disparaître, comme expliquer que siècle après siècle ils soient toujours là jusqu'à une époque récente.

Cet axe permet de prendre en considération une multitude de questions : comment les groupes sociaux (parmi eux, les plus pauvres) ont affronté les crises, l'augmentation ou la diminution des prix ? Comment les populations des campagnes ont-elles affronté ces crises, quelles impulsions ont-elles données, quelles pressions ont-elles subies, comment ont-elles fait face à

des processus économiques qu'elles ne maîtrisaient que bien partiellement ? Quel impact les crises ont-elles exercé dans chaque espace et chaque segment de la société ? Comment les producteurs et les consommateurs, placés à des degrés différents de l'échelle sociale et sur des positions différentes dans le cycle productif ont-ils surmonté une instabilité aussi périlleuse et se sont-ils accommodé des tensions récurrentes sur les marchés ?

Mais au-delà de la réponse immédiate aux fluctuations conjoncturelles surgit une série d'interrogations relatives aux itinéraires et aux destins des individus et des familles. Comment se construisent et s'autonomisent des parcours familiaux, quels cycles de vie divergents surgissent des itinéraires individuels et collectifs, quels processus d'accumulation sont mis en place par chaque groupe social en fonction des circonstances et des positions de départ et dans quelle mesure s'infléchissent-ils dans le temps ? Quelles divergences pointent socialement lorsqu'on examine les processus d'héritage engagés par des couches sociales positionnées différemment sur l'échelle sociale au sein d'une société donnée et dans quel sens penchent-elles en fonction des impératifs économiques ou démographiques qui les orientent ? Quel rôle a pu jouer la dot ou les avances sur héritages consentis plus ou moins largement aux enfants au moment du mariage ? Enfin quels changements dans les habitudes de consommation surgissent-ils en considérant par des indicateurs l'évolution des niveaux de vie et en quoi trahissent-ils des comportements et des choix d'affectation différenciés des revenus dont disposent chacun ?

D'ores et déjà, dans le cadre du GDR existant se tiendront à Trévise sous la direction de Gérard Béaur, Jean-Michel Chevet et Danilo Gasparini les 2èmes Journées d'Histoire des Campagnes de Ca Tron en novembre prochain. Sur le thème « Niveau de vie et révolution des objets » elles réuniront Anglais, Belges, Espagnols, Français, Hongrois, Italiens, Portugais. D'autres rencontres pourront être organisées sur l'évolution des hiérarchies sociales dans les campagnes ou sur cycles vie et conjoncture. Elles auront pour thèmes *Le crédit, la terre et les processus d'appauvrissement et enrichissement dans le monde rural européen (XIVe-XXe siècles)* ; *Les crises et les processus de différenciation sociale dans les sociétés rurales européennes (XIVe-XXe siècles)* ; *Mobilité sociale et mobilité géographique dans les sociétés rurales européennes (XIVe-XXe siècles)*.

### **III Surmonter**

#### *1) Les Politiques publiques*

Si les crises économiques et les remèdes apportés par une intervention étatique suscitent la publication de nombreux ouvrages, ceux-ci sont centrés sur l'industrie ou la finance. Historiens, sociologues et politologues ne se sont intéressés aux politiques publiques face aux mutations des campagnes que pour la seconde moitié du XXe siècle. Or, les États ont agi à partir du XVIIIe siècle, directement ou indirectement, pour soulager les crises du monde rural, ils ont aussi essayé de ralentir, accélérer ou infléchir les mutations dans les campagnes, mais avec des moyens et une intensité qui ont varié selon les lieux et les époques.

Les crises de subsistance ont constitué un champ de réflexion important pour Ernest Labrousse, et ses élèves qui au cours des années 1950-70 ont mené des thèses régionales. Les historiens français étaient alors les seuls à creuser cette question. Le modèle imposé par Labrousse de crises économiques restées à dominante rurale jusqu'en 1848 et génératrices de révolutions, a bientôt stérilisé le débat si bien que les historiens français ont délaissé ce thème alors que les autres pays européens s'y lancent de façon innovante.

L'attitude de l'État face aux crises agricoles et agraires n'a été interrogée que pour la Révolution française, sur le court terme de la décennie 1789-99<sup>3</sup>. Récemment, ce sujet a suscité l'intérêt des chercheurs en Europe occidentale. Un réseau a commencé à se constituer dans le cadre du programme européen PROGRESSORE<sup>4</sup>. Il prouve les potentialités à partir de travaux de jeunes chercheurs et ses premiers acquis ont alimenté l'ouvrage de synthèse sur 'Property and Power'<sup>5</sup>. Le moment semble donc opportun d'encourager ce thème émergent chez les historiens du monde rural en Europe.

Comment l'Etat – l'administration centrale- modelait les campagnes, et selon quels critères ? Les mobiles qui font agir les responsables politiques sont connus, ce sont d'une part les théories économiques, celles des physiocrates et le libéralisme, les débats autour des mérites de la grande ou de la petite propriété ; et d'autre part, c'est l'image que se sont forgés les administrateurs de ce monde rural, vu un peu partout comme un monde traditionnel, voire « archaïque »<sup>6</sup>. Mais au-delà, comment l'État réussit-il à mettre en œuvre le schéma économique et social projeté ? Les crises de subsistances sont celles qui ont le plus inquiété les États. Ils se mobilisaient pour soulager la détresse et maintenir l'ordre public. Si cet aspect est le mieux connu, il conviendrait de s'interroger sur les modalités, dans une perspective

<sup>3</sup> Bodinier Bernard et alii, L'événement le plus important de la Révolution : la vente des biens nationaux en France et dans les territoires annexés : 1789-1867, Paris : Société des études robespierristes : Éd. du CTHS, 2000

<sup>4</sup> The State and Rural Societies. Policy and Education in Europe, 1750-2000, edited by Nadine Vivier, Brepols, Turnhout, déc. 2008,

<sup>5</sup> *Rural Economy and Society in North-Western Europe, 500-2000. Social Relations, Property and Power*, edited by Bas J.P. van Bavel and Richard W. Hoyle, with Stefan Brakensiek, Piet van Cruyningen, Chris Dyer, Mats Morell and Nadine Vivier, Brepols, 2010. 375 pages

<sup>6</sup> Cf. Jessenne J-P., Les campagnes françaises entre mythe et histoire: XVIIIe-XXIe siècle, Paris, A. Colin, 2006

comparative. Toutes les populations ont-elles été traitées de la même façon selon leur intérêt stratégique, socialement ou géographiquement ?

Face aux mutations agricoles et agraires, importantes à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les États ont joué un rôle essentiel soit en encourageant les nouvelles tendances économiques, soit en les freinant pour diverses raisons. Comment ont-ils pu agir au temps du libéralisme ? En dépit du dogme de la non intervention, les politiques publiques ont trouvé les moyens de modeler l'économie des campagnes et leur environnement : droits de douane, impôts, instruction et diffusion des progrès agricoles, législation forestière, infrastructures technologiques et de transport, etc.

L'objectif est lancer cette recherche dans un cadre comparatiste européen afin de mieux comprendre l'originalité des choix des différents États, de mieux apprécier les différences qui ont jusqu'ici été abusivement systématisées. Ainsi on pourrait essayer de comprendre et peut être nuancer les choix différents faits par l'Angleterre qui privilégie délibérément l'industrie au détriment de l'agriculture, à l'inverse de la France, ou encore les incitations réussies données en Belgique ou au Danemark pour une modernisation rapide.

Nous envisageons d'organiser trois rencontres de travail

La première en 2013 sur les *politiques publiques lors des crises majeures des productions agricoles (1788, 1816, 1846, 1880,1930)*. L'année 2012 devrait permettre de constituer un premier groupe de travail sur ce sujet relativement restreint qui voit naître quelques travaux précurseurs ; il réunirait à la fois de jeunes chercheurs sur ce thème et des chercheurs confirmés qui seraient capables de présenter une réflexion synthétique. Le but serait de susciter de nouvelles recherches, plus larges sur les crises du monde rural dont les premiers résultats seraient communicables en 2015 et alimenteraient la seconde rencontre.

La seconde rencontre de travail en 2015 sur les *politiques publiques face aux crises rurales des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Elle se voudrait large à la fois par le champ géographique couvert : Europe occidentale et centrale, par le champ chronologique : du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours. Elle vise de plus à une réflexion globale sur l'ensemble des actions menées par un État pour influencer les mutations de ses campagnes. Cette mise en perspective de deux siècles de politique publique face aux crises du monde rural a bien sûr pour but de comprendre les débats actuels autour de la politique agricole de l'Europe.

La troisième en 2015 sur les *Politiques de modernisation et de création d'infrastructure dans l'espace rural, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* vise à développer une vision comparative des politiques d'infrastructure technologique (irrigation, électrification, mécanisation) et

d'équipement en matière de transport à examiner leur impact sur l'aménagement des territoires ruraux, sur les pratiques agricoles, et sur les conditions de vie des populations.

## 2) *Les réformes agraires*

### 3) *Les réformes agraires*

Notre première fenêtre d'observation est la crise du *dominium* ecclésiastique. Elle vise à approcher le processus qui a conduit dans les campagnes européennes — et ceci dès avant la Révolution française — à la destruction progressive de l'emprise du clergé dans le monde agricole et rural (possession de la terre et des hommes, contrôle de la production et de sa distribution, seigneurie juridictionnelle). Si notre chronologie atteint son point culminant dans les décennies centrales du 18<sup>e</sup> siècle, c'est parce que cet espace-temps est celui d'une véritable crise agricole de moyenne durée, qui devient plus largement une crise rurale et qui secoue les campagnes de l'Espagne septentrionale, d'une manière inégale mais effective.

L'une des manifestations essentielles de la crise est l'opposition vigoureuse entre le *domaine utile* et le *domaine direct*, c'est-à-dire, la résistance des tenanciers des biens fonds face aux possédants éminents ecclésiastiques. Elle est très visible pour ce qui concerne les diverses tentatives de ces derniers d'augmenter leur part dans la rente de la terre. Le rejet des possédants utiles est net et évident, dans toute leur variété sociologique, qui comprend en même temps des segments de la noblesse intermédiaire, des laboureurs aisés, des petits exploitants (très nombreux dans la région) et des paysans non-possédants.

Puis, quelques décennies plus tard, avec une chronologie qui n'a pas encore été clairement établie au niveau européen, la suppression des droits féodaux et la redistribution de la possession de la terre, mais aussi le changement de régime politique et l'affaiblissement définitif de la noblesse et du clergé, induits par la Révolution française, ont eu des conséquences planétaires. Si les cycles révolutionnaires déclenchés à leur suite ont frappé le pouvoir et l'emprise des empires, des états et des oligarchies urbaines de par le monde, les campagnes n'ont pas été épargnées par la répercussion et les conséquences spécifiquement agricoles du fait révolutionnaire français.

Sur un vaste front géographique et chronologique, entre le 19<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle, en allant de Prusse en Russie, d'Europe centrale et méridionale en Asie, ou d'Amérique latine en Afrique, la récurrente et universelle crise agricole a dû rencontrer, sur son itinéraire incontrôlé et chaotique, la volonté politique des réformateurs et des révolutionnaires de lui faire face, de la limiter, de la maîtriser.



Si le changement dans la possession des terres, en ouvrant la voie à la propriété paysanne — collective et individuelle —, a été envisagé comme remède, et s'il a même été expérimenté à plusieurs reprises et dans différents contextes, les projets des réformateurs se sont très souvent inscrits à l'intérieur de programmes de transformation sociale plus large, en particulier dans le monde rural, pour rééquilibrer, par exemple, les rapports entre la ville et la campagne, et pour augmenter l'offre alimentaire et prévenir la crise.

Les résultats de ces réformes ont été contradictoires et nous sommes encore très loin d'avoir tiré tous les enseignements qu'elles ont pu nous apporter. Depuis la révolution mexicaine de 1910, l'ensemble de ces expériences a été englobé sous le terme « réforme agraire contemporaine », même si c'est loin d'être pour nous un concept et si nous souhaitons au contraire rouvrir le dossier. Un premier essai a été accompli à Nanterre, en septembre 2010, avec le soutien du GDR 2912 « Histoire des campagnes européennes », grâce à la tenue de l'Atelier *La Réforme agraire, au passé et au futur*<sup>7</sup>, qui a permis de débroussailler une première fois le terrain.

En privilégiant une approche comparatiste, nous souhaitons incorporer des expertises diverses concernant plusieurs aires rurales où l'on a assisté à un processus semblable de vente de biens nationaux et de *desamortizacion*, tout en prolongeant les travaux de Gérone, de novembre 2008, organisés sous l'impulsion du GDR 2912 et du Centre de recherche d'histoire rurale catalan<sup>8</sup>. Et pour cela, nous prévoyons la tenue d'une rencontre européenne sur la question, qu'il serait possible d'envisager pour le second semestre 2013, à partir d'un noyau d'organisation franco-espagnol — composé par des collègues du CRH de Paris, de l'université d'Oviedo (Asturies) et de l'université Saint-Jacques de Compostelle (Galice) — sur le thème : *Le déclin de la puissance du clergé dans les campagnes européennes, 17e -19e siècles*. La rencontre se déploiera autour de 3 axes ou de 3 mises en cause du *dominium* ecclésiastique : celle de ses possessions ; celle de sa place dans la production et dans le commerce ; celle de son rôle judiciaire. La préférence sera accordée très logiquement aux espaces où le clergé a été puissant (voire très puissant), en particulier dans l'Europe méridionale, mais l'ouverture vers d'autres territoires, vers l'Europe centrale et orientale, sera également prise en compte.

Nous prolongerons notre questionnement en proposant la problématique suivante : peut-on faire face à la crise agraire par le démontage de la grande propriété et par la recombinaison des

<sup>7</sup> Voir : <http://actuelmarx.u-paris10.fr/cm6/index6.htm>

<sup>8</sup> Ces travaux ont été publiés dans Bernard Bodinier, Rosa Congost y Pablo F. Luna (eds), *De la Iglesia al Estado. Las desamortizaciones de bienes eclesiásticos en Francia, España y América Latina*, 2010.

formes collectives de la possession ? Ou, posée d'une autre manière : la recombinaison récurrente de la grande propriété, est-elle un signe, une cause et/ou une conséquence de la crise agraire ? Pour ce faire, nous envisageons, à l'horizon 2015, la tenue d'une rencontre destinée à analyser l'organisation économique et financière des exploitations *après* le processus réformateur. On analysera les fonctions accordées aux collectifs ruraux et leurs initiatives pour organiser les exploitations (nouvelles ou anciennes) ainsi que l'environnement financier, logistique, de distribution dans lequel elles se situaient. On examinera la place que se réserve l'Etat et celle qu'il prétend devoir réserver aux anciens possédants, pour se demander si un tel modèle et le rapport de forces qui le sous-tend n'annoncent pas déjà une prochaine grosse crise agraire. Deux moments seront privilégiés pour cette observation : les lendemains de 1848 et la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, avec les propositions (d'inspiration française ou d'inspiration prussienne) pour faire évoluer les campagnes et amorcer une nouvelle phase d'expansion capitaliste, que ce soit dans les Etats des Habsbourg ou dans les Balkans ; les lendemains de 1919 et la période de l'Entre-deux-guerres à la suite des révolutions russe et hongroise et, de manière plus lointaine, du Mexique de Zapata, alors que tout le monde — ou à peu près — entreprend une réforme agraire aussi bien en Europe centrale et orientale, que dans l'Espagne républicaine.

### 3) *Les solutions familiales*

Cet axe a pour objectif d'interroger non seulement la réaction des groupes domestiques face aux crises frumentaires, épisodes de cherté etc. mais aussi plus généralement de comprendre, sur le temps long, comment les familles paysannes font face aux bouleversements des structures de production et du marché du travail liés à l'industrialisation. Il s'agit également de questionner la spécificité des groupes domestiques paysans – qui forment à la fois des unités de production et des groupes familiaux – face à ces crises et mutations.

Au-delà de la question de la dislocation, réelle ou supposée, des groupes familiaux du fait du développement de l'emploi industriel et de l'attraction urbaine, cet axe se propose donc tout d'abord d'interroger la manière dont le groupe domestique paysan réagit face à des crises violentes et ponctuelles qui mettent en péril son équilibre économique (capacité de résistance, vente de biens-fonds) ? Quelles formes de solidarités permettent d'y faire face (crédit, avance en nature etc.) ? Et jusqu'à quel degré de crise ? Il s'agira ensuite de s'interroger sur les conséquences des mutations du système productif et du cadre juridique de la propriété sur les rapports de pouvoir au sein du groupe domestique paysan sur le long terme. Ces transformations aboutissent-elles à une remise en cause du modèle traditionnel d'exploitation

familiale ? Quelles conséquences la diversification des possibilités professionnelles, en dehors de l'agriculture, a-t-elle par exemple sur les processus de reprise des exploitations ou sur les parcours scolaires des enfants de paysans ?

La comparaison entre la France et un certain nombre de pays européens du Nord et du Sud est centrale dans ce projet car le calendrier et le rythme de ces transformations économiques ont été très différents selon les pays européens. On ne peut pour autant se satisfaire de schémas explicatifs trop globalisants et linéaires opposant une Europe du Nord rapidement entrée dans la modernité économique (l'abandon du modèle de production familial au profit d'un mode de production capitaliste) et la modernité des formes d'organisation familiale (en d'autres termes la nucléarisation des familles associée à un système de mariage tardif) à une Europe du Sud attardée à tous points de vue<sup>9</sup> car cette approche escamote la singularité des groupes domestiques paysans<sup>10</sup>.

La prise en compte du calendrier et du rythme des mutations est centrale pour comprendre les réactions des groupes domestiques selon les territoires. La France, concernée par le processus d'industrialisation dès le 19<sup>e</sup> siècle a en effet vu son identité agricole s'effacer très progressivement. A l'inverse, en Europe du Nord-Ouest (Pays Bas, Angleterre), l'agriculture s'est vite effacée devant les autres secteurs d'activité tandis qu'en Europe du Sud ce processus s'est enclenché beaucoup plus tardivement au 20<sup>e</sup> siècle mais de manière plus brutale qu'en France. Dans quelle mesure le rythme et le calendrier de ces mutations ont-il eu des incidences particulières sur le fonctionnement des groupes domestiques dans les campagnes mais également sur la perception et l'acceptation ou non par les populations de ces mutations ?

Dans le sens inverse on souhaite également s'interroger sur les crises et les mutations du groupe domestique lui-même dans les campagnes européennes, qu'elles soient liées au cycle de vie des exploitations ou à des crises internes à la famille (décès précoce du chef d'exploitation et pour les périodes les plus contemporaines séparation et divorces). Parce que les paysans forment le seul groupe socioprofessionnel pour lequel le confusion entre famille et unité de production reste durablement valable, malgré le processus global de salarisation dans les autres secteurs d'activité depuis le 19<sup>e</sup> siècle (et ce malgré les annonces répétées, depuis Marx au moins, de l'émergence d'une agriculture capitaliste), la production agricole repose encore très largement en Europe occidentale sur un modèle familial d'exploitation. Ce modèle

---

<sup>9</sup> Jan Luiten Van Zanten, *The Long Road to the industrial Revolution*, Leiden, Brill, 2009

<sup>10</sup> Alice BARTHEZ, *Famille, travail et agriculture*, Paris, Economica, 1982

implique, plus que pour tout autre, une sensibilité de l'unité de production au cycle de vie familial du chef d'exploitation qu'il convient d'interroger en tenant compte de la grande variété des systèmes d'organisation familiale selon les régions européennes. La famille paysanne nucléaire semble notamment *a priori* disposer de moins de ressources en interne pour faire face par exemple à la mort du chef d'exploitation, ou à son affaiblissement, que la famille élargie ou complexe. De ce point de vue, on se demandera dans quelle mesure certaines formes d'organisation familiale peuvent constituer des formes d'amortisseur aux crises du cycle de vie des individus et aux crises agricoles et économiques.

Cet axe s'articulera autour de l'organisation de deux workshops. Le premier sera consacré aux effets des crises économiques et frumentaires mais aussi du processus d'industrialisation sur les formes et le fonctionnement des groupes domestiques à la campagne. Il s'agira de permettre une comparaison entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud en concentrant l'analyse sur deux paramètres : les décalages chronologiques dans le processus d'industrialisation et le rythme plus ou moins rapide de ce mouvement de transformation des conditions de production.

Le second workshop s'intéressera à la manière dont la famille paysanne gère ses crises internes, en tant qu'unité de production. Il s'agira notamment de mesurer en quoi le caractère singulier du mode de production agricole, dans lequel la distinction entre travail salarié et travail familial reste difficile à établir, est affecté de manière spécifique par les crises qui touchent la famille, qu'il s'agisse du décès d'un de ses membres et des nouvelles configuration qu'il impose (veuve à la tête de l'exploitation, enfants mineurs héritiers etc.) ou des phases de transmission de l'exploitation (difficulté à maintenir les enfants sur l'exploitation ; effet des transformations des règles d'héritage etc.). Il conviendra également de se demander quelles sont les formes d'organisation familiales les plus fragiles dans ces différentes situations de crise. Dans ce workshop la comparaison s'organisera non plus autour d'une comparaison Nord/Sud mais davantage sur une logique régionale, les systèmes familiaux étant très variés au sein de chaque pays européen.

D'autres initiatives seront prises sous l'impulsion des collègues de l'Université de Gand notamment pour l'histoire du travail et la place des femmes et des enfants dans les activités agricoles à l'intérieur de l'espace européen dans la longue durée.